

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 01/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HIT TS

4 rue Lavoisier
69680 Chassieu

Références : UD-R-CTESSP-24-29-AL

Code AIOT : 0006103933

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement HIT TS implanté 4 rue Lavoisier 69680 Chassieu. L'inspection a été annoncée le 10/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de l'Inspection. Elle porte sur le suivi de certains constats effectués lors de la visite du 27/04/2021, non abordés lors de la visite du 03/11/2022, s'agissant de la surveillance des eaux souterraines et des prélèvements et consommation d'eau. Cette visite s'inscrit également dans le cadre de l'action nationale 2023 sur le thème de la sécheresse.

Les suites données aux constats de la visite du 03/11/2022, portant sur les rejets dans l'eau, n'ont pas été abordées lors de la présente visite. Ils le seront à l'occasion d'une visite ultérieure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIT TS
- 4 rue Lavoisier 69680 Chassieu
- Code AIOT : 0006103933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HIT TS exerce une activité de traitement chimique de surface à façon sur trois chaînes (zinc/zinc nickel, phosphatation et nickel chimique) pour des domaines tels que l'automobile, le textile, l'armement et le nucléaire.

L'établissement qu'elle exploite sur la commune de Chassieu est autorisé par l'arrêté préfectoral du 04 octobre 1989, pour les rubriques et régime suivants de la nomenclature des ICPE :

- 3260 : traitement de surface de métaux (131 m³) → Autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques – Prélèvement et consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3 § 8.6 | Lettre de suite préfectorale | 4 mois |
| 7 | Sécheresse – Exemption aux restrictions – Cas 3 | Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexes 4 (tableau C) et 5 (point 10) | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|--|
| 2 | Compteur et registre des prélèvements | Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 2 § 4.7.1 | cf. observation dans la fiche de constat |
| 3 | Entretien et vérification des compteurs | Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9 | Sans objet |
| 4 | Milieux de prélèvement et volumes prélevés | Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 2 § 4.7.1 | Sans objet |
| 5 | GEREP | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 | cf. observation dans la fiche de constat |
| 6 | Gestion économe de l'eau | Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 2 § 4.7.1 et 3 § 8.4 | cf. observation dans la fiche de constat |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre des actions visant à répondre aux demandes de l'Inspection suite à la visite précédente du 27/04/2021, s'agissant des constats relatifs à la surveillance des eaux souterraines et aux prélèvements et consommation d'eau.

Quelques points de contrôle font encore l'objet de demandes de l'Inspection (surveillance des eaux souterraines et dispositions applicables en période de sécheresse). Il est demandé à l'exploitant d'y satisfaire dans les délais indiqués dans les fiches de constat correspondantes. À défaut, ces points pourront faire ultérieurement l'objet de propositions de suites administratives.

L'exploitant veillera également à satisfaire aux observations formulées pour d'autres points (fiabilité des données consignées dans le registre des prélèvements et formalisation des actions de limitation de la consommation).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 3 § 8.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">– Réseau de surveillance composé d'un ouvrage amont (PZ4) et de 2 ouvrages aval (PZ5 et PZ6).– Suivi des paramètres à fréquence annuelle : pH, conductivité, Cr6, CN, As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg, ind. Hydrocarbures et COHV.– Tableau des niveaux piézométriques (mNGF) et carte des courbes isopièzes (avec localisation des piézomètres) à la date des prélèvements joints aux résultats d'analyses.– Résultats communiqués sur GIDAF, accompagnés de commentaires relatifs aux évolutions, et comparés aux limites et références (AM 11/01/2007) ou au fond géochimique local. |
| Constats : <p><u>Constats de la visite du 27/04/2021 :</u></p> <p>L'Inspection avait constaté qu'aucune carte des courbes isopièzes n'était jointe aux résultats des mesures du 04/04/2019 et du 12/05/2020. En outre, au vu des niveaux relevés dans le PZ4 et le PZ6 lors de la campagne 2020 (respectivement 184,94 et 184,93 mNGF), une attention particulière devait être portée à la cote piézométrique dans ces ouvrages afin de s'assurer de leur caractère amont/aval. Le puits pouvant influencer localement le sens d'écoulement, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de tracer son fonctionnement lors des campagnes de mesure.</p> <p><u>Constats de la visite du 12/12/2023 :</u></p> <p>L'Inspection a constaté que l'exploitant a transmis sur GIDAF les résultats des campagnes de surveillance du 03/05/2021, du 11/04/2022 et du 17/03/2023. Le fonctionnement du puits est indiqué en commentaires et la cote piézométrique est précisée pour chaque ouvrage. Toutefois, l'exploitant n'a pas joint de carte des courbes isopièzes et l'Inspection a constaté que le rapport de la campagne de mars 2023 n'en comporte pas. Lors de la visite, il a mentionné la difficulté de tracer ces courbes avec seulement 3 points de mesure. De plus, les résultats sont comparés aux valeurs de l'AM du 17/12/2008 (évaluation de l'état des eaux souterraines).</p> <p>Demande n°1 : L'Inspection demande à l'exploitant de joindre à ses déclarations GIDAF les rapports du suivi des eaux souterraines, dans lesquels doivent figurer une carte des courbes isopièzes et une comparaison aux limites et références de qualité fixées par l'AM du 11/01/2007 (éventuellement en complément de l'AM du 17/12/2008).</p> |

Par ailleurs, les données confirment que le Pz6 ne constituait toujours pas un ouvrage aval lors des campagnes 2022 et 2023. L'influence du pompage est mentionné par l'exploitant dans ses commentaires sur GIDAF. Pour autant, malgré l'observation de l'Inspection suite de la visite du 27/04/2021, il n'a pas proposé de modifier son réseau de surveillance. Toutefois, il a évoqué lors de la visite une étude antérieure qui confirmerait la position aval du Pz6 hors influence du puits.

Demande n°2 : L'Inspection demande à l'exploitant de faire procéder aux 2 prochaines campagnes de mesures en intégrant le puits et le Pz1 pour augmenter le nombre de points de mesure, et hors période de fonctionnement du puits pour au moins une campagne. Sur la base des résultats de ces campagnes, l'exploitant se positionnera sur les modifications à apporter au réseau de surveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois (demande n°1) et 18 mois (demande n°2)

N° 2 : Compteur et registre des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 2 § 4.7.1

Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau

Prescription contrôlée :

- Dispositif de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée, relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.
- Résultats portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats de la visite du 27/04/2021 :

L'Inspection a constaté que l'exploitant effectuait un relevé seulement mensuel des compteurs. Il lui a donc été demandé de procéder à ces relevés de façon hebdomadaire (ou journalière si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j).

Constats de la visite du 12/12/2023 :

L'Inspection a consulté le registre des prélèvements et a constaté que l'exploitant relève désormais l'index du compteur du puits chaque semaine. L'index constaté sur le compteur le 12/12/23 (19 223 m³) est légèrement inférieur à celui figurant dans le registre au 08/12/23 (19 254 m³). Par ailleurs, d'après les données du registre 2022 et en considérant un fonctionnement 5 jours par semaine, l'Inspection a constaté 2 volumes hebdomadaires dépassant a priori 100 m³/j en moyenne :

- semaine 04 (554 m³/j) : l'exploitant a indiqué que les installations de production ont fonctionné le samedi 29/01, le volume prélevé est donc de 92 m³/j en moyenne ;
- semaine 08 (541 m³/j) : l'exploitant a indiqué que les installations de production ont bien fonctionné seulement 5 jours, le volume prélevé est donc de 108 m³/j en moyenne. L'exploitant a précisé que sa consommation d'eau est en baisse depuis plusieurs années, et que de nouvelles réductions seront attendues à l'issue de l'étude technico-économique en cours.

Observation n°1 : L'Inspection ne propose pas de suites à ce stade, mais l'exploitant devra faire le nécessaire pour s'assurer de la fiabilité des données consignées dans son registre et de l'absence de dépassement du seuil de 100 m³/j. Si le volume prélevé est susceptible de dépasser ce seuil, il devra procéder à un relevé journalier. Ce point est susceptible de faire l'objet d'un nouveau contrôle.

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 3 : Entretien et vérification des compteurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau |
|---|

Prescription contrôlée :

Moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il ne fait pas procéder à l'étalonnage du compteur mais à son remplacement régulier. Il a présenté un justificatif du dernier remplacement opéré le 09/03/2022, et a précisé que le prochain remplacement aura lieu d'ici mars 2031.

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 4 : Milieux de prélèvement et volumes prélevés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 2 § 4.71 |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau |
|---|

Prescription contrôlée :

– Prélèvements d'eau dans le milieu (nappe fluvio-glaciaire de l'Est lyonnais, FRDG334) autorisés dans la limite de 18 000 m³/an (hors lutte contre un incendie ou exercices de secours).

Constats :

Constats de la visite du 27/04/2021 :

L'Inspection a constaté que le volume annuel prélevé dans le milieu était de l'ordre de 13 500 à 15 000 m³ sur une année glissante depuis mars 2020.

Constats de la visite du 12/12/2023 :

D'après les données du registre des prélèvements, l'Inspection a constaté que le volume annuel prélevé dans le milieu était de 12 575 m³ en 2022 et de 10 175 m³ entre le 01/01/23 et le 08/12/23 (volume prévisionnel de moins de 11 000 m³ à fin 2023).

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 5 : GEREP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau |
|---|

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année dans l'application GEREP les volumes d'eau consommés ou prélevés dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an.

Constats :

L'Inspection a constaté que l'exploitant déclare dans GEREP les volumes d'eau consommés ou prélevés, et que le volume 2022 (12 575 m³) est identique dans son registre et dans GEREP.

S'agissant du volume provenant du réseau, une coquille dans l'index de fin décembre 2022 (inférieur à l'index précédent) n'a pas permis de comparer les données du registre et de GEREP (586 m³).

Observation n°2 : L'Inspection ne propose pas de suites à ce stade, mais l'exploitant devra faire le nécessaire pour s'assurer de la fiabilité des données consignées dans son registre. Ce point est susceptible de faire l'objet d'un nouveau contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1989, article 2 § 4.7.1 et 3 § 8.4

Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des consommations d'eau

Prescription contrôlée :

- L'utilisation d'eau est limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie et l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau ;
- Les systèmes de rinçage sont conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique rapportée au m² de surface traitée la plus faible possible, ne pouvant excéder 8 l/m² par fonction de rinçage (à calculer une fois par an sur une période représentative de l'activité).

Constats :

Constats de la visite du 27/04/2021 :

L'Inspection avait constaté que la consommation spécifique en 2020 calculée par l'exploitant était de 5,82 l/m² par fonction de rinçage (FR) : 4 l/m²/FR pour la chaîne phosphatation, 6,2 l/m²/FR pour la chaîne zingage et 41,3 l/m²/FR pour la chaîne nickel chimique. Il avait précisé que cette dernière nécessite des rinçages à l'eau très propre et qu'il menait en continu des actions de formation et sensibilisation des opérateurs afin de limiter la consommation. L'Inspection avait toutefois constaté une augmentation régulière de cette consommation depuis 2015.

Il avait donc été demandé à l'exploitant de poursuivre et formaliser les actions visant à limiter la consommation en eau de la chaîne nickel chimique.

Constats de la visite du 12/12/2023 :

Par courrier du 16/11/2021, l'exploitant a précisé que la chaîne de nickelage a fait l'objet d'un retrofit complet fin 2020 et début 2021 permettant de faire chuter la consommation en eau.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que cette réduction est confirmée par les consommations spécifiques calculées sur l'année 2022 : 4,2 l/m²/FR, dont 3,3 l/m²/FR pour la chaîne phosphatation, 4,5 l/m²/FR pour la chaîne zingage et 10 l/m²/FR pour la chaîne nickel chimique. L'Inspection note en particulier que la consommation spécifique de cette dernière a été divisée par 4 depuis 2020.

L'exploitant a précisé que :

- cette évolution s'explique également en partie par une augmentation de la surface traitée (pièces de référence plus grandes) ;
- il n'a pas formalisé les actions menées en continu pour limiter la consommation en eau mises en œuvre (sensibilisation, formation, consignes, réglages, etc), y compris pour la chaîne Ni dont la vanne est réglée manuellement ;
- l'étude technico-économique en cours (Cetim, conclusions attendues pour mai-juin 2024), visant à l'amélioration de la qualité des rejets dans l'eau, portera également sur les possibilités de nouvelles réductions de la consommation en eau. Il est par exemple prévu d'étudier le réglage des électrovannes des chaînes automatiques (P et Zn), le réglage de la vanne de la chaîne manuelle (Ni), la modification des rinçages, etc.

Observation n°3 : L'Inspection ne propose pas de suites à ce stade, mais l'exploitant devra formaliser les actions de limitation de la consommation en eau pour justifier de leur mise en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécheresse – Exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexes 4 (tableau C) et 5 (point 10)

Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions

Prescription contrôlée :

- Mesures de restriction sécheresse « forfaitaires » non applicables à l'alimentation des usages process des ICPE dans le cas des établissements pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc).
- Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'une exemption déclarent à l'inspection des installations classées qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à sa disposition un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH est à mettre à jour au minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.
- Ces établissements veillent toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.
- Un bilan des mesures temporaires mises en place, et des économies d'eau réalisées, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La visite du 12/12/2023 s'est déroulée hors période de sécheresse. La zone de gestion où se trouve l'établissement (zone 8 – eaux souterraines) a toutefois été placée en situation d'alerte du 06/07/2023 au 31/10/2023.

• Exemption aux restrictions « forfaitaires »

L'exploitant a répondu au sondage de la DREAL (« questionnaire sécheresse ») en se positionnant sur l'exemption « cas 3 » (besoins réduits au minimum).

Lors de la visite, il a toutefois déclaré qu'il pensait s'être positionné sur l'exemption « cas 2 » (AP de l'établissement fixant des dispositions quantitatives de restriction sécheresse) et qu'il pensait être exempté de PSH, dont il ne dispose donc pas. L'Inspection lui a confirmé que les dispositions de l'AP du 04/10/1989 modifié ne lui permettent pas de bénéficier de l'exemption « cas 2 » et que, s'il souhaite bénéficier de l'exemption « cas 3 », il doit disposer d'un PSH.

Par ailleurs, d'après les volumes déclarés dans GEREPE, l'exploitant a réduit ses prélèvements d'eau d'au moins 20 % depuis le 01/01/2018. Il est donc exempté des restrictions fixées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 (mesures de restriction ICPE en période de sécheresse).

Demande n°3 : L'Inspection demande à l'exploitant d'appliquer dès la prochaine période de sécheresse les restrictions « forfaitaires » fixées par l'arrêté cadre sécheresse, ou de tenir à sa disposition un PSH argumenté respectant la trame-type et justifiant que les besoins en eau ont été réduits au minimum.

• Bilan des mesures temporaires mises en place et des économies d'eau réalisées

Une réduction des consommations d'eau en période de sécheresse est requise a priori en optimisant la gestion de l'eau (y compris si l'exploitant bénéficie de l'exemption « cas 3 »).

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne dispose d'aucun bilan des mesures temporaires mises en place et économies d'eau réalisées entre le 06/07/2023 et le 31/10/2023. L'exploitant a déclaré que ses consommations dépendent de la durée de fonctionnement des installations, et que peu de mesures pourraient être mises en place sans impact sur la capacité de production. Il a ajouté qu'en cas de sécheresse il passe une consigne interne (orale) concernant le réglage des vannes, et qu'il pourrait éventuellement prolonger la durée de bains de rinçage.

Demande n°4 : L'Inspection demande à l'exploitant de tenir à sa disposition, dès la prochaine période de sécheresse, un bilan des mesures temporaires et des économies d'eau réalisées.

Les économies d'eau pourront être estimées par comparaison à une consommation représentative en fonctionnement normal, par exemple sur la base de la surface traitée ou de la durée de fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois